

Interdépendances sectorielles et structure des coûts de l'économie belge : une application des tableaux input-output

D. Cornille
B. Robert^(*)

Introduction⁽¹⁾

Les tableaux input-output ou tableaux entrées-sorties (TES) publiés par l'ICN présentent une vue intégrée de l'ensemble des flux de biens et services enregistrés par l'économie belge au cours d'une année donnée. Ils détaillent de manière cohérente l'origine – importation ou production nationale – des produits et leur destination : consommation, investissement ou exportation. En particulier, les TES permettent d'appréhender les flux entre les différentes branches d'activité de l'économie, au travers de leur consommation intermédiaire. Ainsi, les TES sont très utiles pour analyser de manière détaillée la structure d'une économie.

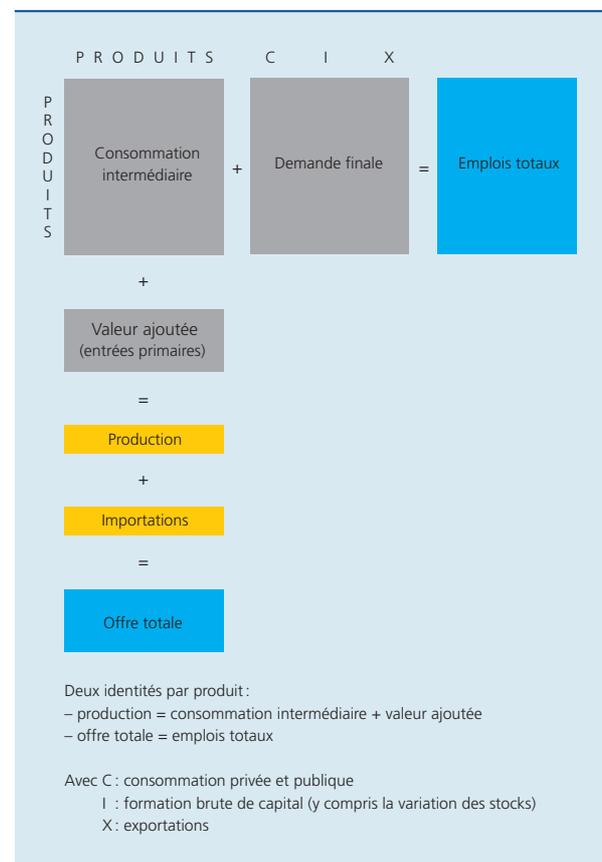
Présentés de manière schématique, les TES sont composés de trois « blocs » ou matrices. La partie centrale correspond aux flux de consommation intermédiaire, c'est-à-dire l'utilisation des inputs (intrants) intermédiaires nécessaires à la production des différentes branches. Sous cette matrice, on trouve celle de la valeur ajoutée générée par la production des produits – qui sont disposés en colonne – selon ses différentes composantes (salaires, excédent brut d'exploitation, etc.). Considérée dans sa totalité, chaque colonne décompose le processus de production du produit

(*) Les auteurs remercient L. Aucremanne et L. Dresse pour leurs précieux conseils.

(1) Pour de plus amples détails méthodologiques, voir les publications de l'ICN et du BfP.

GRAPHIQUE 1 TABLEAU INPUT-OUTPUT

(flux totaux, y compris les importations intermédiaires et finales)



placé en tête de colonne entre les inputs intermédiaires et primaires. De façon similaire, chaque ligne décompose l'ensemble des emplois du produit placé en tête de ligne entre emplois intermédiaires et finals. Ces derniers, qui sont répartis selon les catégories de dépenses, constituent la matrice de la demande finale par produit.

Afin de cerner les interrelations et les modifications de la demande au sein du seul appareil de production national, il est d'usage de limiter l'analyse des TES au sous-tableau de la production intérieure. Ce sous-tableau, qui présente la même structure que le tableau complet, est limité aux flux intérieurs: les flux bilatéraux de consommation intermédiaire n'incluent pas les produits importés, de même que les dépenses finales ne sont considérées que dans la mesure où elles sont satisfaites par la production intérieure.

De façon générale, les TES permettent «l'analyse de la production, de la structure des coûts et de la productivité; l'analyse des différents inputs de la production et des interdépendances entre des branches d'activité» (ICN, 2005). À partir des relations croisées directes fournies par les TES, il est possible de développer une approche dite cumulée des interrelations entre branches d'activité, qui donne une vue complète de l'économie belge. Cette approche est utilisée pour illustrer successivement la nature des relations entre les différentes branches d'activité, les particularités liées au degré d'ouverture et à la structure de production de l'économie belge, et le processus de formation des prix.

Les TES à prix courants sont publiés selon une fréquence quinquennale par le BfP pour le compte de l'ICN; la livraison la plus récente, utilisée pour cet article, porte sur l'année 2000. Ils sont disponibles avec un niveau de détail de 60 branches, à savoir la base A60 de la nomenclature NACE-BEL. Les différents calculs ont été effectués à ce niveau de détail. Par souci de lisibilité, les résultats seront toutefois présentés selon une classification agrégée en six catégories (cf. annexe 1).

1. Relations entre les branches d'activité de l'économie belge

L'approche cumulée consiste à remonter la chaîne de production d'une branche afin de considérer tous les intrants directs et indirects nécessaires à la production d'un produit donné. Ainsi une unité supplémentaire de demande finale pour un produit donné suscitera la production de cette unité, mais aussi une demande intermédiaire pour d'autres produits qui sont nécessaires à la production de cette unité supplémentaire. La production de ceux-ci générera d'autres demandes intermédiaires,

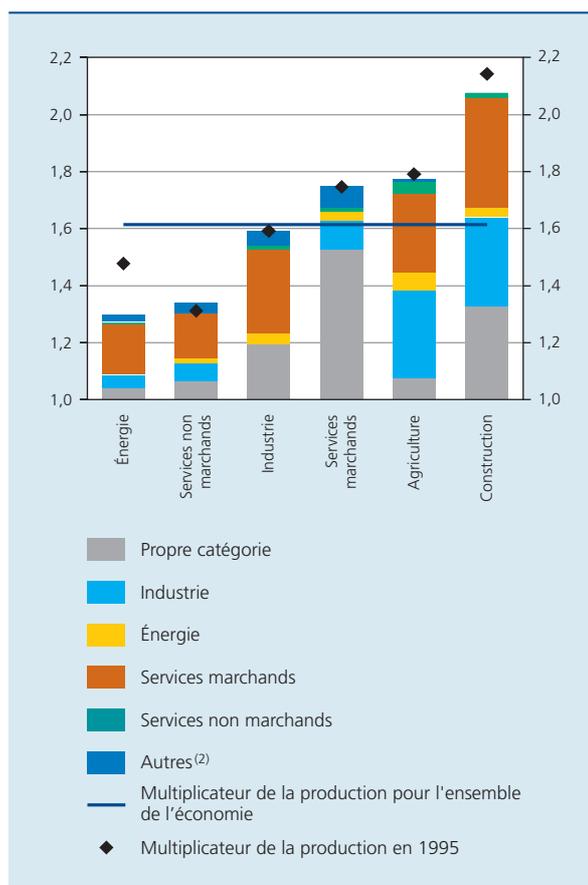
et ainsi de suite. Au total, la production d'une unité supplémentaire du produit considéré requiert une production cumulée de plus d'une unité au travers de l'ensemble des branches de l'économie.

1.1 Multiplicateurs de la production

La façon la plus immédiate de caractériser l'ampleur et la nature des interrelations entre les branches de l'économie belge est sans doute de faire appel au multiplicateur de la production, qui donne, pour une branche donnée, le rapport entre la production cumulée générée par cette branche et sa production directe. Plus ce rapport, par définition égal ou supérieur à 1, est élevé, plus la production du produit concerné entraîne de productions dérivées dans toutes les branches de l'économie y

GRAPHIQUE 2 MULTIPLICATEURS ET RÉPARTITION DES EFFETS DÉRIVÉS DE PRODUCTION⁽¹⁾

(relativement à la production de la branche en abscisse; chiffres de 2000, sauf mention contraire)



Sources: ICN, calculs BNB.

(1) La hauteur de la colonne indique la valeur du multiplicateur, à savoir la production totale générée dans l'ensemble de l'économie par une unité de demande finale dans la branche figurant en abscisse. Dans le graphique, les effets dérivés sont en outre répartis selon les branches qui en bénéficient.

(2) Agriculture et/ou construction, selon la branche figurant en abscisse.

compris éventuellement dans la branche d'origine, par effet de retour.

Pour l'ensemble de l'économie, le multiplicateur est de 1,61 : en moyenne, pour produire un euro, l'économie belge doit donc fournir 61 centimes de production supplémentaire pour couvrir les besoins de consommation intermédiaire. Le multiplicateur varie cependant sensiblement selon les branches, en fonction de l'importance de la consommation intermédiaire de produits intérieurs dans le processus de production. Ainsi, les effets dérivés de production, de l'ordre de 34 centimes par euro, sont relativement faibles dans les services non marchands, dont le processus de production repose de manière prépondérante sur la mise en œuvre des facteurs de production capital et travail plutôt que sur l'utilisation d'intrants intermédiaires. De même, ils n'atteignent que 30 centimes par euro pour l'énergie et 59 centimes pour l'industrie, des branches où la consommation intermédiaire est importante, mais repose dans une plus large mesure sur des importations.

Au contraire, l'activité des services marchands, de l'agriculture, et plus encore de la construction, entraîne des effets dérivés supérieurs à la moyenne. Pour la construction, le multiplicateur est de 2,07, les productions dérivées étant plus importantes que la production directe.

Entre 1995 et 2000, les multiplicateurs ont dans l'ensemble peu varié, ce qui pourrait indiquer une certaine stabilité des processus de production. En particulier, il n'a pas bougé d'un centième dans l'industrie et les services marchands. La variation la plus importante concerne la branche de l'énergie. Le recul de 18 centièmes du multiplicateur dans cette branche est en partie imputable à la hausse des prix pétroliers entre les deux années considérées. Ce renchérissement a sensiblement relevé la valeur de la consommation intermédiaire importée de la branche raffinage, et, en conséquence, a réduit la part de la consommation intermédiaire intérieure, composée par exemple de services aux entreprises et de commerce de gros. Ce phénomène illustre les limites de l'analyse dans le temps de TES établis à prix courants.

La consommation intermédiaire cumulée d'une branche peut être décomposée selon les branches pourvoyeuses. En premier lieu, il apparaît que les relations sont importantes à l'intérieur même des différentes branches, même si le caractère assez agrégé des catégories de branches retenues renforce ce résultat. Ainsi, dans le cas des services marchands, 53 des 75 centimes par euro de la consommation intermédiaire cumulée proviennent de services marchands, par exemple lorsqu'une entreprise de transports routiers externalise sa comptabilité ou

lorsqu'une compagnie d'assurances fait appel aux services d'une entreprise de nettoyage. De même, les productions de la construction et de l'industrie incorporent dans une mesure importante des biens intermédiaires produits par leur propre branche.

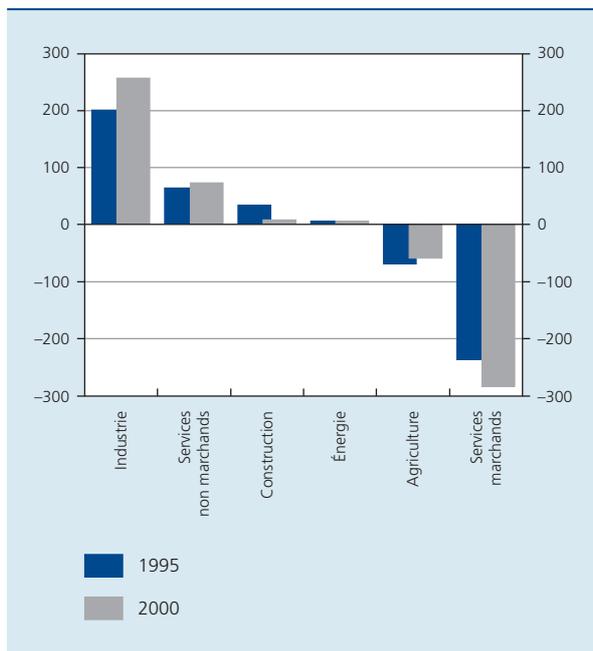
De manière générale, les services marchands prennent une place significative dans le processus de production de toutes les branches, à concurrence de 16 à 39 centimes par euro de production. En particulier, les retombées pour les services marchands de l'activité de l'industrie, de l'agriculture et de la construction dépassent 30 centimes par euro. D'autres interrelations méritent cependant d'être relevées, à savoir les effets dérivés pour l'industrie de la production agricole et de la construction, qui s'élèvent à 31 centimes par euro. Le processus de production de l'agriculture incorpore des produits de l'industrie alimentaire, alors que la construction consomme par exemple du verre et du métal. Quant à la dépendance vis-à-vis de l'énergie, elle est assez comparable d'une branche à l'autre, de l'ordre de 3 à 4 centimes de consommation intermédiaire cumulée par euro de production. Elle s'échelonne de 1,8 centime pour les services non marchands à 6,3 centimes dans l'agriculture.

1.2 Emploi indirect

Au-delà de l'effet sur la production, les relations entre branches peuvent aussi s'apprécier en termes d'emplois indirects. Les TES comprennent pour mémoire le nombre d'emplois observés dans chacune des branches considérées et permettent donc, en utilisant les productivités moyennes des différentes branches, de calculer l'emploi cumulé nécessaire à la production d'une branche donnée.

Schématiquement, les calculs effectués dans ce cadre consistent à distinguer, à l'intérieur de l'emploi observé dans chaque branche d'activité, l'emploi directement affecté à la production à destination de la demande finale, d'une part, et l'emploi nécessaire pour la production destinée à la consommation intermédiaire des autres branches, d'autre part. Ainsi, de la même manière que, dans le calcul des multiplicateurs, la production de produits intermédiaires est reclassée dans la branche qui l'a suscitée initialement pour répondre à la demande finale qui lui est adressée, l'emploi qui correspond à cette production intermédiaire est reclassé dans la branche qui l'utilise. Pour chaque branche, l'emploi cumulé, obtenu par la somme des emplois directs et des emplois indirects générés dans les autres branches, représente l'ensemble de l'emploi utilisé dans l'économie pour la production à destination de la demande finale adressée à cette branche.

GRAPHIQUE 3 ÉCART ENTRE EMPLOIS CUMULÉS ET OBSERVÉS
(milliers d'emplois salariés et indépendants)



Sources : ICN, calculs BNB.

Au niveau de l'ensemble de l'économie, l'emploi cumulé et l'emploi observé s'égalisent, l'emploi indirect étant simplement réalloué entre les branches. Au niveau des branches individuelles, l'emploi cumulé d'une branche est supérieur à l'emploi observé si le nombre d'emplois des autres branches indirectement affectés à sa production dépasse le nombre de ses emplois travaillant à satisfaire la demande intermédiaire des autres branches. C'est principalement le cas de l'industrie, pour laquelle l'emploi cumulé nécessaire à la production atteint 903.000 personnes alors que cette branche n'emploie effectivement que 646.000 travailleurs. Autrement dit, en termes d'emplois, l'industrie fournit davantage de travail aux autres branches que celles-ci ne lui en fournissent, son activité étant génératrice nette d'emplois dans les autres branches, à concurrence de 257.000 unités. Ce sont principalement les services marchands qui en bénéficient, à hauteur de 215.000 emplois nets, puis l'agriculture, pour 53.000 personnes, en raison de l'importance de l'industrie alimentaire.

Globalement, on constate que l'emploi cumulé est supérieur à l'emploi observé dans l'industrie et les services non marchands, et inférieur dans l'agriculture et les services marchands. Dans la construction et l'énergie, les deux volumes d'emplois sont à peu près équivalents. Ces observations confortent les conclusions de Avonds

et al. (2003) selon lesquels le signe de la différence entre emploi cumulé et observé est révélateur de la nature du produit : généralement proche de la demande finale lorsque le signe est positif, le plus souvent davantage destiné à la consommation intermédiaire lorsqu'il est négatif.

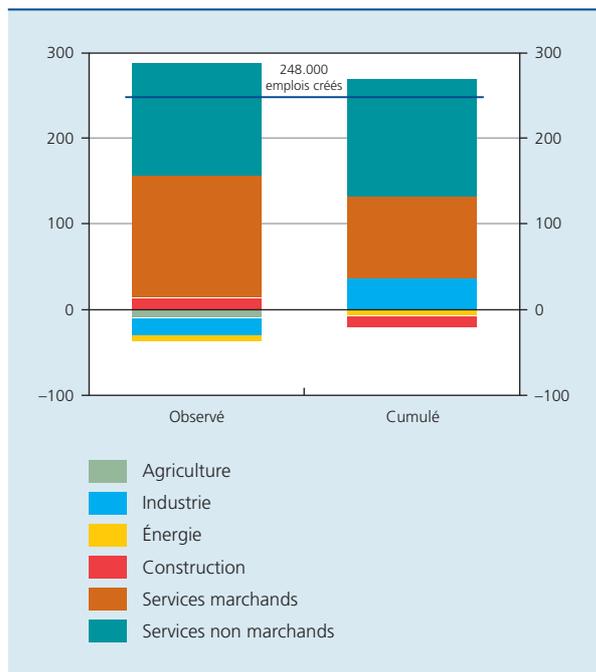
Ainsi, plus proches de la demande finale que l'industrie, les services non marchands génèrent un nombre net positif d'emplois dans les autres branches, principalement la branche des services aux entreprises, mais aussi le commerce de gros, l'Horeca et les services postaux et de télécommunication. À l'inverse, comme les services marchands, l'agriculture travaille largement pour les autres branches, dans la mesure où près des deux tiers de la production agricole sont destinés à la consommation intermédiaire de l'industrie alimentaire.

La relation centrale est cependant celle qui lie l'industrie aux services marchands. Sur les 903.000 emplois cumulés nécessaires à la production industrielle, seuls 540.000 sont effectivement situés dans l'industrie, alors que 268.000 sont localisés dans les branches de services marchands. Considérée du point de vue du fournisseur, près du sixième de l'emploi total des services marchands est donc affecté à la production de services pour l'industrie. Ce phénomène traduit la volonté des entreprises de l'industrie de se concentrer sur leur activité principale, en externalisant des activités secondaires. Cette tendance s'est amplifiée au fil du temps⁽¹⁾ et a encore nettement progressé entre 1995 et 2000. En effet, 54.000 des 143.000 emplois créés dans les services marchands durant cette période de cinq ans l'ont été en raison des retombées de l'activité industrielle. Globalement, l'industrie est la seule catégorie d'activité à avoir combiné sur cette période une diminution de l'emploi observé, de 20.000 unités, et des créations d'emplois indirects dans les autres branches, à hauteur de 36.000 unités, l'activité industrielle contribuant ainsi à une progression de l'emploi net. À titre de comparaison, dans le même temps, 248.000 emplois ont été créés dans l'économie belge, principalement dans les branches de services.

À un niveau plus détaillé, il apparaît que ce recours de l'industrie aux services marchands est fortement concentré sur quelques branches. Pour l'industrie, les effets dérivés les plus importants en termes d'emplois sont logiquement générés par les branches qui sont déjà les plus pourvoyeuses d'emplois directs, à savoir l'alimentation, la chimie et l'automobile. Indépendamment d'un effet de taille, les deux premières citées font cependant un appel relativement important aux services marchands. Parmi ceux-ci,

(1) Voir Avonds (2005).

GRAPHIQUE 4 VARIATION DE L'EMPLOI ENTRE 1995 ET 2000
(milliers d'emplois salariés et indépendants)



Sources : ICN, calculs BNB.

plus de 40 p.c. des emplois dérivés suscités par l'industrie concernent les services aux entreprises, tandis que le commerce de gros et les transports terrestres bénéficient aussi d'effets indirects importants. Au total, ces trois branches concentrent plus de trois quarts des emplois créés par l'industrie dans les services marchands.

La prépondérance de ces trois branches de services s'explique aisément par le processus de segmentation de l'activité qui caractérise les économies développées. Les services aux entreprises regroupent les tâches de nature secondaire, externalisées par des entreprises industrielles, que ce soit en matière de conseil juridique, de comptabilité, de recrutement de personnel – y compris intérimaire –, de nettoyage, de secrétariat et traduction, notamment. Pour leur part, le commerce de gros et le transport terrestre servent de relais pour la mise sur le marché des produits de l'industrie. Ce phénomène se trouve en partie amplifié par la méthodologie des TES, puisque les marges commerciales et de transport dégagées par les entreprises industrielles sur leurs propres activités de vente ou de transport sont reprises dans les branches de services correspondantes.

Enfin, on pourrait avancer qu'à certains égards la nature des services entrant dans la production permet de discriminer les branches industrielles entre elles. En effet, il semble que les branches habituellement considérées comme les plus technologiques, que l'on retrouve dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques, tendent à recourir dans une plus forte proportion aux services aux entreprises, de même qu'aux services informatiques, et dans une moindre mesure aux services plus traditionnels que sont le commerce de gros et le transport terrestre.

2. Caractéristiques de l'économie belge

Au moyen de l'approche cumulée, les TES permettent aussi de reconsidérer certaines caractéristiques fondamentales de la structure de production de l'économie belge, par exemple quant à l'ampleur des multiplicateurs et à la part réelle de la valeur ajoutée ou des importations dans la production. Par rapport aux mesures directement observées sur la base des comptes nationaux, cette approche prend en compte la composition de la consommation intermédiaire.

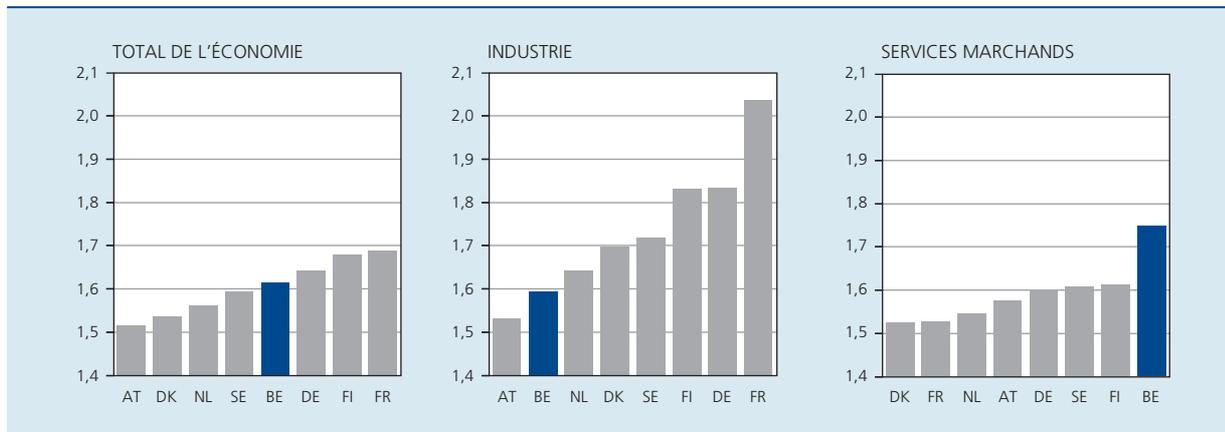
2.1 Taille de l'économie et effets de fuite

Une comparaison internationale des multiplicateurs de la production met en évidence des particularités de l'économie belge⁽¹⁾. Si, pour l'ensemble de l'économie, la Belgique affiche un multiplicateur médian, elle présente le résultat le plus élevé pour les services marchands, et un des plus faibles pour l'industrie. Elle est d'ailleurs le seul pays, avec l'Autriche, où le multiplicateur de la production est plus élevé pour les services marchands que pour l'industrie.

La faiblesse du multiplicateur de la production industrielle reflète étroitement les effets de fuite par les importations, liés à la taille et au degré d'ouverture de l'économie. Effectivement, les deux grandes économies de l'échantillon sont aussi celles qui présentent le multiplicateur le plus élevé, celui-ci étant par ailleurs plus élevé en France qu'en Allemagne, alors que des petites économies ouvertes comme la Belgique et les Pays-Bas affichent un multiplicateur plus faible. Dans ces économies, on peut en effet penser que, plus qu'ailleurs, la satisfaction d'une unité supplémentaire de demande finale produite à l'intérieur du pays reposera sur la mise en œuvre d'inputs produits

(1) Les observations faites sur la base des chiffres de l'année 2000, afin de recourir aux chiffres les plus récents, vis-à-vis de pays européens (Allemagne, Autriche, Danemark, Finlande, France, Pays-Bas, Suède) sont confirmées par les données pour 1995, disponibles également pour l'Espagne et le Royaume-Uni.

GRAPHIQUE 5 MULTIPLICATEURS DE LA PRODUCTION ⁽¹⁾
(relativement à la production de l'économie ou de la branche, chiffres de 2000)



Sources : CE, ICN, calculs BNB.

(1) Production totale générée dans l'ensemble de l'économie par une unité de demande finale dans l'économie, l'industrie ou les services marchands.

à l'étranger plutôt que localement. Autrement dit, une demande finale supplémentaire, même si elle est produite en Belgique, bénéficie dans une plus forte proportion aux économies étrangères.

La relation en fonction de la taille ou du degré d'ouverture de l'économie n'est cependant pas la seule à déterminer l'ampleur du multiplicateur, celui-ci étant aussi fonction de la part de la valeur ajoutée dans la production. Ainsi, bien que moins ouverte que la Belgique et les Pays-Bas, l'Autriche affiche un multiplicateur plus faible que ces deux pays pour l'industrie. À l'inverse, les effets dérivés internes de la production industrielle sont aussi élevés en Finlande qu'en Allemagne. Outre une position géographique excentrée, qui explique certainement une orientation plus marquée vers l'intérieur du pays, l'industrie finlandaise présente une structure relativement asymétrique, reposant sur deux pôles fortement imbriqués dans l'économie nationale qui représentent chacun près du quart de la production industrielle : la branche technologique des équipements de communication au sein de laquelle l'activité est organisée en *clusters*, alimentant les interrelations entre entreprises, et la filière bois-papier dont les effets de production dérivés bénéficient à la sylviculture locale.

Quant à l'importance du multiplicateur des services marchands en Belgique, elle se vérifie dans de nombreuses branches de services, et ne s'explique donc pas par un effet de structure. Plus précisément, il apparaît que les branches des services marchands consomment en Belgique relativement plus de services aux entreprises que dans les autres économies. L'externalisation de tâches secondaires n'a donc manifestement pas été le seul fait

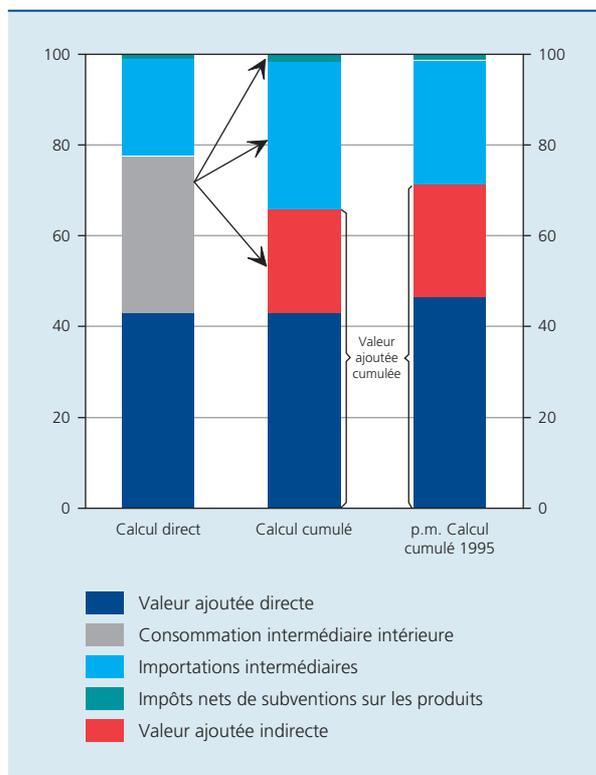
des entreprises industrielles. Effectivement, que ce soit en termes de production ou de valeur ajoutée, la branche des services aux entreprises occupe une place plus importante en Belgique que dans les autres pays de l'échantillon : elle représente 9,5 p.c. de la valeur ajoutée de l'économie, soit une part comparable à celles de la France et de l'Allemagne, mais supérieure de 0,8 à 5,5 points de pourcentage à celles des autres pays.

2.2 Structure de la production : valeur ajoutée et importations

Au départ, la production se décompose principalement entre la consommation intermédiaire, d'origine intérieure ou importée, et la valeur ajoutée, auxquelles il faut ajouter une part peu importante d'impôts nets de subventions sur les produits. En remontant la chaîne des fournisseurs, on peut extraire la valeur ajoutée de chaque intrant intermédiaire produit en Belgique, pour ne garder qu'une consommation intermédiaire, dont on pourra aussi extraire la valeur ajoutée, et ainsi de suite. Au total, la production d'une branche ne sera plus qu'essentiellement composée de valeur ajoutée, générée directement par la branche ou indirectement au travers de la consommation intermédiaire intérieure dans l'ensemble de l'économie, et d'importations intermédiaires.

En 2000, la production se composait pour 42,9 p.c. de valeur ajoutée générée de manière directe, pour 21,4 p.c. de consommation intermédiaire directement importée, et pour 34,6 p.c. de consommation intermédiaire produite dans l'économie nationale. Le passage à l'approche

GRAPHIQUE 6 DÉCOMPOSITION DE LA PRODUCTION DE L'ÉCONOMIE SELON LES APPROCHES DIRECTE ET CUMULÉE
(pourcentages du total, chiffres de 2000 sauf mention contraire)



Sources : ICN, calculs BNB.

cumulée fait apparaître que la consommation intermédiaire d'origine intérieure est elle-même constituée de valeur ajoutée et d'importations intermédiaires. Au total, la production de l'économie belge affiche dès lors un contenu en valeur ajoutée de 65,8 p.c., dont 22,9 p.c. issus indirectement des productions destinées à la consommation intermédiaire, tandis que la part des importations intermédiaires passe à 32,5 p.c. Le solde, constitué des impôts nets de subventions sur les produits, augmente aussi légèrement, de 1,1 à 1,7 p.c.

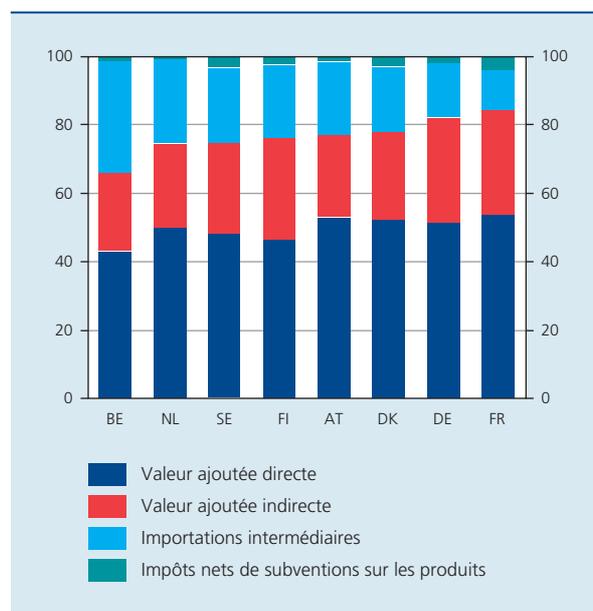
De 1995 à 2000, l'importance relative des deux composantes principales de la production s'est sensiblement modifiée, la valeur ajoutée cumulée perdant plus de 5 points de pourcentage au profit des importations intermédiaires. La baisse du contenu en valeur ajoutée s'est marquée tant sur le plan direct qu'indirect. Elle porte donc à la fois sur les activités dont la production est principalement destinée à satisfaire la demande finale et sur les activités de production intermédiaire, ce que confirment les résultats par branche. Cette évolution s'explique partiellement par un effet de prix, dans la mesure

où, au cours de cette période, les prix à l'importation ont globalement augmenté plus rapidement que les prix à la production, sous l'influence des prix pétroliers. Un effet de volume semble néanmoins aussi avoir joué. Il pourrait indiquer une tendance de fond de l'économie belge à recourir dans une mesure croissante aux importations dans le processus de production.

Au total, par rapport aux autres économies considérées, c'est en Belgique que la part des importations intermédiaires est la plus importante. Corollairement, le contenu en valeur ajoutée y est le plus faible. Cet écart se marque surtout sur le plan de la valeur ajoutée directe, pour laquelle il atteint de 3,6 à 10,7 points de pourcentage, selon les pays. Il apparaît que cette différence en termes de contenu en valeur ajoutée directe est plus important dans les services marchands et la construction que dans l'industrie. Dans cette dernière branche, il peut notamment s'expliquer par la plus grande proportion des produits semi-finis.

On constate aussi un écart dans la valeur ajoutée indirecte, conséquence des effets de fuite déjà mentionnés, l'écart avec les autres pays allant de 1,2 à 7,7 points de pourcentage. À cet égard, il convient de noter que les TES, établis suivant une délimitation territoriale, ne rendent qu'imparfaitement compte de toutes les interactions qui peuvent résulter de l'internationalisation et de la

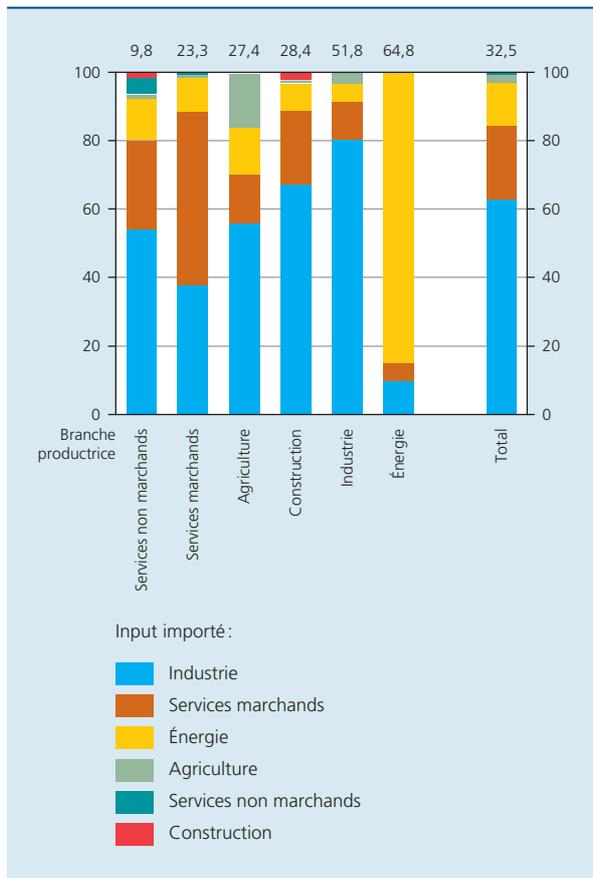
GRAPHIQUE 7 DÉCOMPOSITION DE LA PRODUCTION DE L'ÉCONOMIE SELON L'APPROCHE CUMULÉE : COMPARAISON INTERNATIONALE
(pourcentages du total, pays classés par part croissante de la valeur ajoutée cumulée dans la production, chiffres de 2000)



Sources : CE, ICN, calculs BNB.

GRAPHIQUE 8 NATURE DES IMPORTATIONS INTERMÉDIAIRES CUMULÉES⁽¹⁾

(pourcentages du total, chiffres de 2000)



Sources : ICN, calculs BNB.

(1) Les branches sont classées en ordre croissant, selon la part de l'ensemble des importations intermédiaires cumulées dans la production. Cette part est mentionnée en tête des colonnes du graphique.

segmentation des processus de production. Par exemple, si une étape intermédiaire de la production est réalisée à l'étranger, plutôt que sur le territoire de l'économie, elle interrompra la chaîne des fournisseurs au sein de l'économie et réduira donc l'importance des effets dérivés de valeur ajoutée, même si cette étape effectuée à l'étranger bénéficie elle-même de productions intermédiaires réalisées dans l'économie. Ceci tendrait à diminuer l'importance des multiplicateurs de la production et des valeurs ajoutées indirectes dans les petites économies.

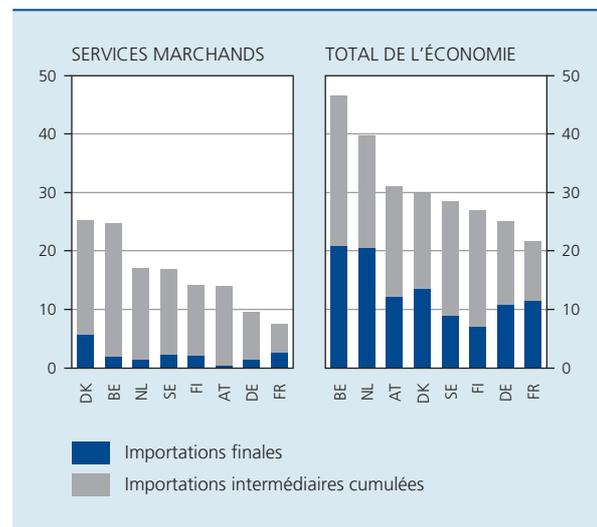
L'approche cumulée des TES permet aussi d'illustrer l'importance effective des importations dans la satisfaction de la demande finale. Celle-ci se manifeste de manière directe, si des importations sont utilisées telles quelles pour de la consommation, de la formation de capital ou des exportations. Elle apparaît aussi de manière indirecte, dans la mesure où des intrants intermédiaires importés interviennent dans la production intérieure destinée à la demande finale.

Concernant ces importations intermédiaires, elles sont, dans la plupart des branches, en grande partie constituées par des biens industriels. Pour l'ensemble de l'économie, ceux-ci représentent 62,5 p.c. des importations intermédiaires cumulées. Pour l'énergie et les services marchands, les importations intermédiaires cumulées prennent cependant principalement la forme de leur propre produit, dans le premier cas en raison de l'importation de pétrole brut destiné à être raffiné.

La dépendance des services marchands vis-à-vis des importations intermédiaires est une autre particularité de l'économie belge, outre l'importance, déjà mentionnée, de leurs consommations intermédiaires intérieures par rapport à la situation prévalant dans les autres économies. On peut ainsi calculer que les importations couvrent près du quart de la demande finale de services marchands. Puisque, par nature, ces derniers font peu l'objet d'importations finales – moins de 3 p.c. dans tous les pays étudiés sauf au Danemark –, leur dépendance aux importations est surtout déterminée par l'incorporation d'importations intermédiaires dans le processus de production. De ce point de vue, la Belgique dépasse les autres pays de 3,2 à 17,9 points de pourcentage. En dehors de l'intermédiation financière, dont le traitement est particulier dans le

GRAPHIQUE 9 DÉPENDANCE DE LA DEMANDE FINALE AUX IMPORTATIONS

(pourcentages de la demande finale, chiffres de 2000)



Sources : CE, ICN, calculs BNB.

cadre de la comptabilité nationale et des TES⁽¹⁾, ce sont les branches du transport et des services informatiques dont la production apparaît plus internationalisée que dans les autres pays⁽²⁾. Plus précisément, une incorporation relativement élevée de services étrangers apparaît dans les branches des transports par eau et des services auxiliaires de transport, en raison de l'utilisation de services auxiliaires étrangers de transport, dans les transports aériens, qui utilisent beaucoup de productions étrangères, sous la forme de produits de raffinage et de matériel de transport⁽³⁾, et dans les services informatiques, qui achètent eux-mêmes des services informatiques, ainsi que des services aux entreprises, étrangers.

Au niveau de l'ensemble de l'économie, les importations interviennent à concurrence de 46,5 p.c. dans la satisfaction de la demande finale, répartis en 20,7 p.c. de satisfaction directe et 25,8 p.c. au travers de la consommation intermédiaire. Il s'agit du ratio le plus élevé, devant celui des Pays-Bas où il atteint 39,7 p.c.

3. Implications pour la structure des coûts de l'économie

Le cadre d'analyse des TES convient également pour examiner la structure des coûts d'une économie et peut donc fournir des informations utiles à l'étude de la formation des prix et de la dynamique de l'inflation. De plus, une telle analyse peut aussi fournir des indications sur l'importance relative des différents facteurs qui peuvent affecter la compétitivité-prix de l'économie. Dans cette section, les différentes étapes qui conduisent du processus de production aux différentes catégories de dépenses finales sont abordées afin de mettre en évidence la structure des coûts à chaque niveau. La consommation des particuliers est analysée plus en détail, puisqu'elle correspond dans une large mesure aux dépenses couvertes par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui est, au sein de l'union monétaire, une variable clé pour la conduite de la politique monétaire.

(1) Dans les TES, pour permettre les calculs cumulés, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont affectés à la consommation intermédiaire de leur branche productrice – l'intermédiation financière –, alors qu'ils ne sont pas alloués à une branche particulière dans les comptes nationaux. Il en résulte fictivement une très importante consommation intermédiaire de la branche auprès d'elle-même, ce qui gonfle les effets indirects de sa production par rapport à une production à destination de la demande finale relativement faible. En raison de la valeur élevée des SIFIM relativement à la production de la branche en Belgique, cette contrainte méthodologique a des effets marqués sur le multiplicateur de la production et sur la part importée de la consommation intermédiaire de cette branche.

(2) La position du Danemark s'explique uniquement par l'ampleur des importations de services auxiliaires de transport par la branche des transports par eau.

(3) Les chiffres de 2000 qui sont utilisés incorporent l'activité de la Sabena, en faillite depuis.

(4) Dans le cas des indépendants, il n'est pas toujours possible de distinguer le « profit » réalisé en tant qu'entrepreneur de la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire ou les membres de sa famille; c'est pourquoi on parle de revenu mixte.

(5) Dans un souci de simplicité et de concision, les impôts nets de subventions sur la production – qui constituent un élément de la valeur ajoutée – ont été regroupés avec les impôts nets de subventions sur les produits.

Pour ce faire, le point de départ est la décomposition de la production totale de l'économie selon les approches directe et cumulée déjà présentées au graphique 6. La ventilation est ici étendue en tenant compte des différents éléments de la valeur ajoutée, c'est-à-dire les rémunérations des salariés, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut⁽⁴⁾, et les impôts nets de subventions sur la production⁽⁵⁾. De plus, la décomposition de la structure des coûts est présentée pour les six grandes branches d'activité.

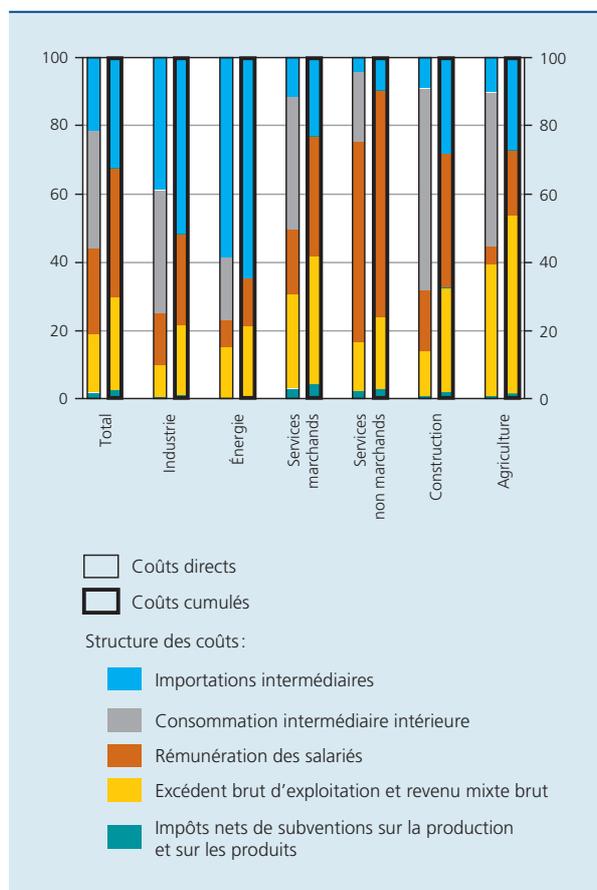
3.1 Structure des coûts des six grandes branches d'activité

Si l'approche directe donne une image de la structure des coûts telle qu'elle s'observe au niveau d'une entreprise individuelle, l'approche cumulée reflète l'importance de chaque type de coûts sous un angle macroéconomique. Au niveau de l'entreprise individuelle, l'achat d'inputs intermédiaires est considéré comme un coût externe à la firme en question. Du point de vue macroéconomique, il ne s'agit que partiellement d'un coût externe pour l'économie dans son ensemble, dans la mesure où le processus de production des inputs intermédiaires fait appel non seulement à des importations, mais aussi à des inputs domestiques. C'est pourquoi l'approche cumulée de la structure des coûts est plus pertinente pour une analyse macroéconomique.

Logiquement, le passage de l'approche directe à l'approche cumulée n'augmente pas uniquement la part des importations intermédiaires et celle de la valeur ajoutée domestique, comme le montre le graphique 6, mais aussi l'importance de chaque composante de cette valeur ajoutée. Ainsi, pour l'ensemble de l'économie, la part de la rémunération des salariés passe de 25 p.c. selon l'approche directe à 38 p.c. selon l'approche cumulée, alors que la part de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte brut passe de 17 à 27 p.c. L'importance des impôts nets de subventions sur la production et sur les produits augmente également dans l'approche cumulée, mais reste toutefois très faible.

Au total, pour l'ensemble de l'économie et sous l'angle de l'approche cumulée, les coûts liés aux importations intermédiaires représentent environ un tiers de l'ensemble des coûts, les salaires un peu plus d'un tiers, alors que le solde reflète principalement l'importance de l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut ainsi que la faible part des impôts nets de subventions sur la production et sur les produits.

GRAPHIQUE 10 STRUCTURE DES COÛTS DE L'ÉCONOMIE ⁽¹⁾
(pourcentages)



Sources : ICN, calculs BNB.

(1) Aux prix de base, à l'exclusion des importations finales.

D'une branche à l'autre, de larges disparités peuvent être observées, à la fois en ce qui concerne l'ampleur des changements auxquels donne lieu le passage de l'approche directe à l'approche indirecte et en ce qui concerne la structure des coûts selon cette dernière approche.

L'accroissement, d'une approche à l'autre, de l'importance des salaires et de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte brut est le plus prononcé dans les branches où le multiplicateur de la production est élevé, notamment dans la construction et l'agriculture. Dans ces deux secteurs, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut sont par ailleurs plus importants que dans l'économie dans son ensemble. Cette part s'élève à 52 p.c. dans l'agriculture et à 28 p.c. dans la construction. Ceci reflète principalement l'importance relative des indépendants dans ces secteurs. Quant aux salaires, leur part est la plus élevée (66 p.c.) dans les services non marchands. Dans les services marchands et

la construction, les salaires représentent respectivement 35 et 39 p.c. de l'ensemble des coûts de production.

Dans l'industrie, qui est sans doute la branche la plus exposée à la concurrence internationale⁽¹⁾, la part des salaires est relativement faible selon l'approche directe (15 p.c.). Sur la base de ce constat, l'importance de la modération salariale comme facteur pouvant sauvegarder la compétitivité est parfois relativisée au niveau d'entreprises individuelles. Toutefois, outre les salaires payés par l'entreprise elle-même, le prix de vente de la production industrielle est affecté par des salaires belges payés au cours de la phase de production des inputs intermédiaires domestiques. Selon l'approche cumulée, qui tient aussi compte de cette externalité, la part des salaires atteint presque le double, c'est-à-dire 27 p.c. La part des salaires augmente non seulement à cause de la prise en compte des salaires payés pour la production des inputs intermédiaires de l'industrie même, mais également à cause des salaires payés dans d'autres branches, notamment dans celle des services marchands. Le fait que, au total, la part des salaires dans l'industrie reste inférieure à celle observée dans la plupart des autres branches, s'explique par le recours important de l'industrie à des importations intermédiaires (voir aussi graphique 8)⁽²⁾.

Une vision réductrice de la réalité, qui ne tient pas compte des interactions entre entreprises et secteurs, non seulement sous-estime l'importance des salaires, mais peut aussi faire craindre que certaines décisions décentralisées – par exemple celles découlant de négociations salariales purement limitées au niveau des entreprises individuelles, ou même au niveau des secteurs – ne soient pas adéquates d'un point de vue macroéconomique. Cela serait surtout le cas si les décisions décentralisées étaient prises dans un environnement peu compétitif. Selon certaines études⁽³⁾, ce type d'argument permet de justifier, dans certaines circonstances, un socle centralisé pour les négociations salariales, précisément parce que ce niveau permet d'internaliser certaines externalités décrites plus haut. Cet argument ne préjuge toutefois pas de la nécessité d'une certaine flexibilité qui permet d'adapter l'évolution des salaires aux conditions spécifiques de certaines entreprises ou secteurs.

(1) Cf. Aucremanne et Druant (2004).

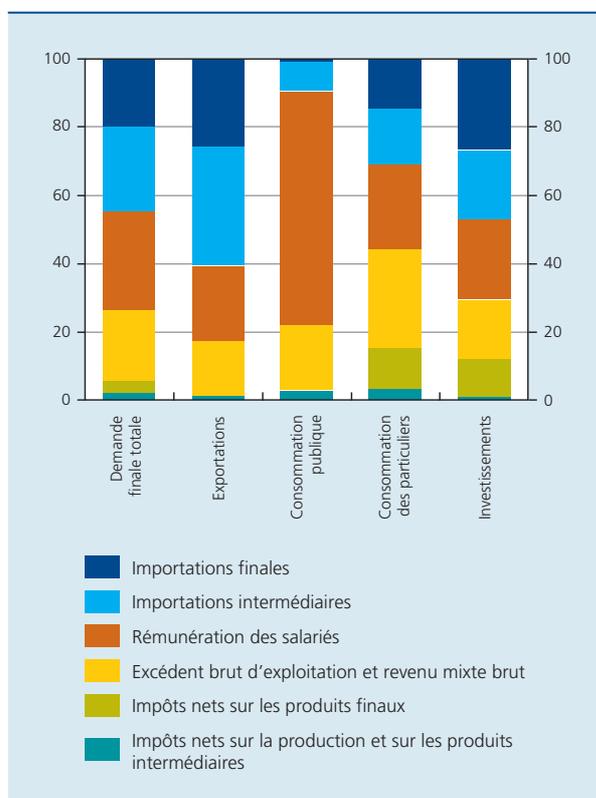
(2) Pour la même raison, la part des salaires n'atteint que 14 p.c. dans l'ensemble des coûts de production de la branche de l'énergie.

(3) Par exemple Calmfors et Driffill (1988) et Calmfors (1993).

3.2 Structure des coûts des différentes catégories de dépenses finales

La structure des coûts cumulés peut aussi s'analyser sur la base des différentes composantes de la demande finale. Au niveau le plus détaillé, il n'y a aucune différence de structure des coûts cumulés en fonction du type de demande finale, c'est-à-dire en fonction de l'utilisation qui est faite d'un produit au stade ultérieur. En effet, pour un produit particulier, la part des importations intermédiaires et des composantes de la valeur ajoutée nécessaires au processus de production est identique, que le produit soit consommé par un ménage ou exporté, par exemple. Cependant, la part relative des différents produits peut sensiblement varier selon les catégories de dépense. Dès lors, lorsque les structures des coûts au niveau des produits sont agrégées, des différences apparaissent. C'est le cas par exemple si un produit qui nécessite beaucoup d'importations intermédiaires est davantage exporté que consommé : toutes choses égales par ailleurs, la part des importations intermédiaires dans les exportations sera plus élevée que celle observée pour la consommation des particuliers.

GRAPHIQUE 11 STRUCTURE DES COÛTS CUMULÉS DE LA DEMANDE FINALE ET DE SES COMPOSANTES ⁽¹⁾
(pourcentages)



Sources : ICN, calculs BNB.

(1) Aux prix d'acquisition, importations finales incluses.

Pour avoir une vue complète de la structure des coûts de la demande finale, il faut aussi tenir compte des importations finales, c'est-à-dire des importations qui ne sont pas utilisées dans le processus de production mais qui satisfont directement la demande finale, en étant directement consommées, investies ou exportées ⁽¹⁾.

De plus, il convient d'intégrer les taxes – nettes de subside – sur les produits finals, alors que seuls les impôts sur la production et sur les produits intermédiaires ont été pris en compte à ce stade. Ces taxes, qui correspondent essentiellement à la TVA et aux accises, sont surtout importantes pour la consommation des ménages et pour les investissements, où elles atteignent respectivement 12 et 11 p.c. des coûts. Les exportations, par contre, sont exemptes de TVA dans le pays exportateur, étant donné qu'elles sont taxées dans le pays importateur. En tenant compte de ces taxes, on obtient la structure des coûts de la demande finale, évaluée aux prix d'acquisition.

Les importations finales représentent 20 p.c. du total de la demande finale, qui s'ajoutent aux 25 p.c. d'importations intermédiaires. Les importations finales sont surtout importantes pour les investissements (27 p.c.) et les exportations (26 p.c.), et dans une moindre mesure pour la consommation des ménages (15 p.c.). Dans le cas des exportations, qui est la composante de la demande finale qui fait le plus appel aux importations, avec 61 p.c. des coûts, ces importations finales correspondent à des réexportations, c'est-à-dire des biens finals importés par des résidents pour être directement exportés sans transformation ⁽²⁾. La consommation publique, quant à elle, ne fait pratiquement pas appel aux importations finales et elle contient seulement une faible proportion d'importations intermédiaires.

La part des rémunérations des salariés, comprise entre 22 et 25 p.c. pour les exportations, la consommation des ménages et les investissements est inférieure à la moyenne de l'ensemble de la demande finale, qui à 29 p.c., est fortement influencée par la consommation publique, où les salaires représentent 68 p.c. des coûts. Par ailleurs, on observe que la structure de la consommation publique est logiquement très similaire à celle des services non marchands décrite plus haut. Celle des exportations est, quant à elle, relativement proche de la structure de la branche de l'industrie, du moins si on fait abstraction des importations finales.

(1) Ces importations finales ne sont pas prises en compte dans le graphique 10, dans la mesure où il concerne surtout le processus de production domestique. En revanche, dans le graphique 9, les importations finales et les importations intermédiaires sont additionnées pour mesurer la dépendance (totale) de la demande finale vis-à-vis des importations.

(2) Il ne s'agit donc pas des biens en pur « transit », qui sont exclus des comptes nationaux et des TES. Un bien est considéré en transit lorsqu'il est importé par des non-résidents et réexporté sans intervention d'un résident.

L'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut sont les plus élevés dans la consommation des ménages où ils représentent 29 p.c. du total, en partie à cause de la présence des loyers imputés dans cette catégorie de coûts (cf. ci-dessous), et en partie parce que bon nombre de biens et services consommés par les ménages sont fournis par des indépendants, dont les revenus sont repris dans le revenu mixte brut. Pour les trois autres catégories de dépenses finales, la part de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte brut varie entre 16 p.c. (exportations) et 19 p.c. (consommation publique).

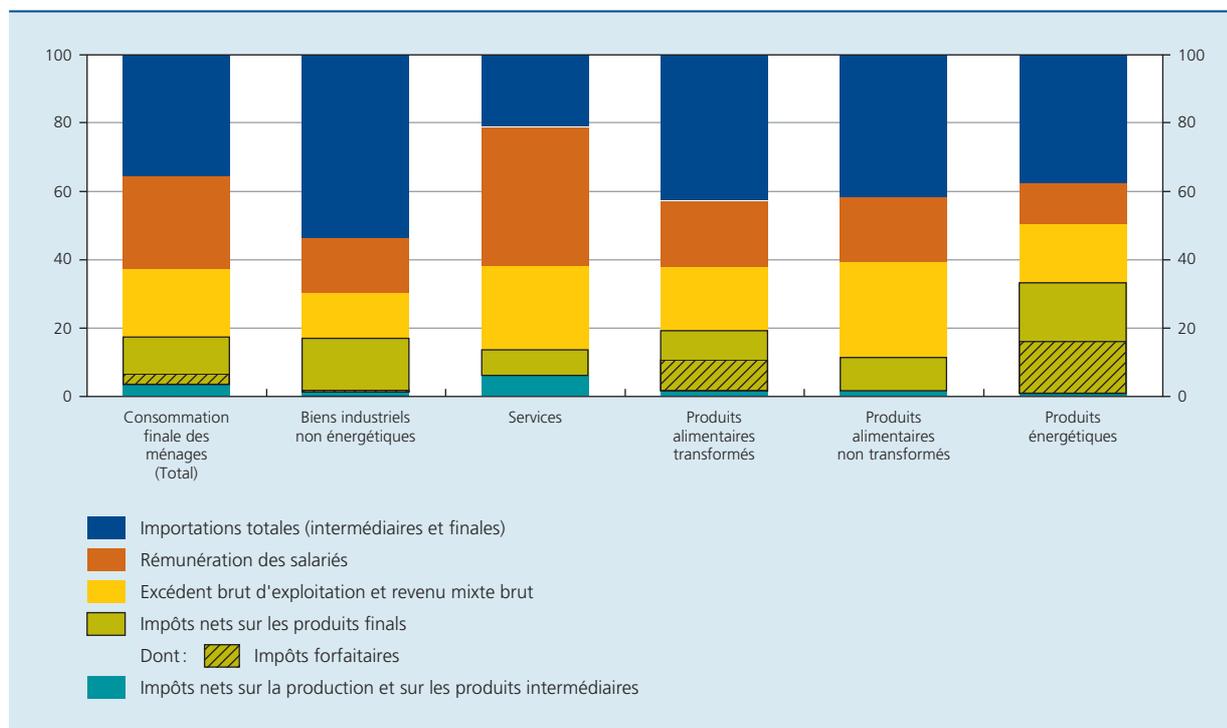
3.3 Structure des coûts des différentes catégories de consommation finale des ménages

La structure des coûts de la consommation finale des ménages est particulièrement intéressante dans le cadre de l'analyse de l'inflation, qui se concentre traditionnellement sur l'IPCH. Le lien entre la structure des coûts de la consommation des ménages selon les comptes nationaux et l'IPCH n'est cependant pas immédiat dans la mesure où la couverture des dépenses n'est pas tout à fait identique. La différence principale est que les dépenses

de loyers imputés sont intégrés aux TES – comme dans les comptes nationaux – alors qu'ils ne le sont pas dans l'IPCH. Afin d'assurer une meilleure concordance avec l'IPCH dans la suite, les loyers imputés ont été exclus de l'analyse à ce stade. La conséquence de cette correction est une augmentation de la part des importations dans la consommation des ménages, puisque l'exclusion des loyers imputés, qui ne comportent pas d'importations, a pour effet d'augmenter l'importance relative des autres produits dans la consommation, dont le contenu en importations est plus élevé.

Par ailleurs, la consommation finale des ménages a été décomposée selon les cinq grandes composantes sur la base desquelles l'inflation est souvent analysée, à savoir : les biens industriels non énergétiques, les services, les biens alimentaires transformés, les biens alimentaires non transformés et les produits énergétiques. Étant donné les différences de classification et le degré de détail disponible, différentes hypothèses ont été nécessaires pour obtenir cette décomposition. Celle-ci n'est donc pas parfaite, surtout en ce qui concerne les catégories des biens alimentaires transformés et non transformés. D'autres hypothèses ont également été nécessaires afin

GRAPHIQUE 12 STRUCTURE DES COÛTS CUMULÉS DE LA CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES ⁽¹⁾
(pourcentages)



Sources : ICN, calculs BNB.

(1) Aux prix d'acquisition, importations finales incluses. Données à l'exclusion des loyers imputés.

d'obtenir pour chaque composante une évaluation de la structure des coûts aux prix d'acquisition. En effet, dans le cadre des TES, les marges commerciales et de transport pour l'ensemble des produits sont affectées aux branches de services correspondantes. La structure des coûts des autres produits est évaluée hors marges. En revanche, dans l'IPCH les marges sont implicitement incluses dans les prix des différents produits. Dès lors, pour assurer la comparaison, il convient de réaffecter les marges aux différents produits. Ceci n'a aucune incidence au niveau de l'ensemble de la consommation des ménages, seule la ventilation des cinq grandes catégories étant concernée. En pratique, cela signifie qu'une partie de la production des services – qui correspond aux marges – est réaffectée aux autres catégories.

La présence de marges parmi les coûts pour les biens industriels consommés par les ménages a pour conséquence que la structure des coûts cumulés initiale de ces biens (à la sortie de l'usine) est modifiée: les parts des salaires et de l'excédent brut d'exploitation sont renforcées puisqu'ils représentent une part plus importante des coûts dans les marges⁽¹⁾ que dans les biens industriels hors marges. La répartition apparente ou « directe » des coûts est donc modifiée d'abord par le processus de production lui-même, au travers des coûts cumulés, ensuite par le processus de distribution où interviennent également les coûts cumulés des services de commerce et de transport.

On observe que les importations représentent près de 36 p.c. des coûts de l'ensemble de la consommation finale des ménages. La rémunération des salariés représente 27 p.c., l'excédent brut, 20 p.c. et les impôts nets, 17 p.c. En ce qui concerne les grandes composantes, les biens industriels non énergétiques et l'énergie restent les deux catégories pour lesquelles la part des salaires dans les coûts, de 16 et 12 p.c. respectivement, est la plus basse. Les biens industriels non énergétiques sont aussi la catégorie la plus dépendante vis-à-vis des importations, qui représentent 54 p.c. du total des coûts, alors que pour l'énergie les importations ne représentent que 38 p.c., soit moins que pour les produits alimentaires transformés et non transformés pour lesquels la part des importations atteint respectivement 43 et 42 p.c. Rappelons que l'énergie comprend notamment le secteur de l'électricité, qui fait surtout appel aux inputs primaires domestiques que sont le travail et le capital, et que la pondération de l'électricité dans la consommation des ménages – qui est plus importante que pour la demande finale totale – joue également un rôle. De plus les taxes sur l'énergie sont particulièrement importantes. Celles-ci s'élèvent à 33 p.c. des

coûts dont un peu moins de la moitié sont des taxes forfaitaires comme les accises ou la cotisation sur l'énergie.

À l'opposé de ce qu'on observe pour l'énergie, c'est dans les coûts des services que la part des taxes est la plus basse, à 13 p.c. du total. Ceci s'explique notamment parce que certains services sont peu ou pas taxés, voire même subventionnés, comme c'est le cas pour le transport par rail par exemple. C'est aussi le secteur qui fait le moins appel aux importations, avec 21 p.c., et où la part des salaires est la plus grande, soit 41 p.c. Enfin, la proportion de taxes est plus élevée que la moyenne pour les biens alimentaires transformés, en raison notamment de l'inclusion dans cette catégorie du tabac et des boissons alcoolisées, pour lesquels il existe une taxation plus prononcée, surtout sous la forme de taxes forfaitaires.

Conclusion

Le présent article a analysé les TES pour l'an 2000 qui ont récemment été publiés par l'ICN et a plus particulièrement examiné ce que ceux-ci révèlent en matière d'interdépendances sectorielles, d'une part, et de structure des coûts de l'économie belge, d'autre part. En raison de leur niveau de détail, les TES sont publiés à une fréquence quinquennale avec un retard important par rapport aux comptes nationaux annuels. Ce délai implique que les constatations formulées dans le présent article pourraient dans une certaine mesure déjà être dépassées. La circonspection est donc de mise dans l'interprétation des résultats.

De plus, les TES sont établis en valeur, de sorte qu'ils peuvent être influencés par certaines évolutions de prix importantes. En outre, ces tableaux ont un caractère purement statique. Ils ne reflètent que la réalité économique à un moment bien précis, dans ce cas l'an 2000, et ne fournissent donc pas d'informations sur la dynamique des différentes interactions à l'œuvre dans l'économie. En ce qui concerne le calcul des effets cumulés, par exemple, on retient l'hypothèse implicite que ceux-ci sont immédiatement obtenus, alors qu'il peut en réalité s'écouler un délai important avant que tous les effets dérivés d'un choc se soient manifestés.

Pour le calcul de ces effets cumulés, il est par ailleurs fait l'hypothèse que la structure de l'économie reste inchangée. Ainsi, un exercice mécanique reposant sur les TES et qui tente par exemple d'étudier l'incidence d'une hausse des salaires conclura inévitablement que le niveau des prix subit une augmentation correspondante, qui est proportionnelle à la part cumulée des salaires dans la structure des coûts. Indépendamment de la constatation qu'un tel effet ne peut être atteint qu'à long terme, un tel exercice

(1) La structure des coûts des marges est la suivante: 38 p.c. de salaires, 26 p.c. d'importations, et 35 p.c. d'autres coûts.

fait abstraction du fait que, en raison du renchérissement de la production intérieure, le recours aux importations sera plus important et qu'il y aura une substitution partielle du capital au travail. Plus les possibilités de substitution sont importantes, plus les effets cumulés calculés sur la base des TES seront éloignés de l'incidence effective d'un choc.

Les TES fournissent néanmoins des informations uniques et intéressantes lorsque l'on souhaite mettre en évidence certaines caractéristiques structurelles de l'économie ou analyser la structure des coûts.

Le calcul des effets cumulés de la consommation intermédiaire des branches d'activité rend compte de l'ensemble des interdépendances qui existent entre elles et offre une vision complète de l'importance réelle de chacune dans l'économie. Ainsi, il apparaît qu'en moyenne pour les différentes branches d'activité, un euro de production destiné à satisfaire une demande finale donne lieu à 61 centimes supplémentaires de production intermédiaire dans l'économie. Ces effets multiplicateurs sont les plus importants dans la construction. Toutes les branches font largement appel à la fourniture de services marchands, principalement sous la forme d'activités secondaires administratives ou de support, de commerce ou de transport. C'est en particulier le cas de l'industrie, dont la production entraînait l'emploi indirect de quelque 268.000 travailleurs dans les services marchands en 2000, soit près du sixième de l'emploi total de cette branche. Entre 1995 et 2000, l'emploi observé dans les branches industrielles a diminué de 20.000 unités, mais l'activité industrielle aurait dans le même temps engendré la création de 54.000 emplois dans le secteur des services marchands. L'intensification au cours du temps des interrelations entre ces deux branches permet en outre de mettre en perspective et de relativiser la désindustrialisation de l'économie.

L'externalisation d'activités secondaires vers des services de support n'est pas seulement le fait de l'industrie. Elle semble particulièrement développée en Belgique, y compris dans les services marchands eux-mêmes. Les entreprises actives dans ce secteur font, plus que dans les autres pays européens, appel à d'autres entreprises pour la fourniture de services spécialisés; elles s'adressent d'ailleurs aussi largement à des prestataires de services étrangers. De façon générale, la dépendance importante du processus de production national vis-à-vis des importations intermédiaires – caractéristique des petites économies ouvertes – contribue à réduire les effets dérivés de l'activité dans la création de valeur ajoutée. Au-delà de ce moindre effet indirect, la production de l'économie belge présente un contenu

direct relativement faible en valeur ajoutée en comparaison avec d'autres pays européens.

En ce qui concerne la structure des coûts de l'économie, on a d'abord illustré la grande dépendance de celle-ci par rapport aux biens et services importés. Quelque 45 p.c. des dépenses finales totales consistent en importations. Les importations sont particulièrement élevées dans la structure des exportations, mais la consommation des ménages prise en compte dans l'IPCH, elle aussi, est constituée de plus d'un tiers d'importations. Dans le passé, c'est précisément cette forte dépendance vis-à-vis de l'étranger qui avait motivé la conduite d'une politique monétaire axée sur la stabilité du cours de change vis-à-vis du mark allemand. Le lancement de l'union monétaire a en quelque sorte permis de franchir une étape supplémentaire, et toutes les variations de change entre les États membres de l'union, qui étaient des sources potentielles d'instabilité des prix, ont disparu.

En raison de cette forte dépendance vis-à-vis de l'étranger, les composantes de la valeur ajoutée intérieure, à savoir la rémunération des salariés, et l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut, présentent des proportions assez modestes. C'est surtout le cas si, dans le cadre d'une vision partielle, on considère l'achat de tous les inputs intermédiaires comme un coût spécifique. Si l'on tient néanmoins également compte du fait que ces inputs intermédiaires comportent jusqu'à un certain point de la valeur ajoutée intérieure, les parts cumulées de la rémunération des salariés et des autres composantes de la valeur ajoutée augmentent sensiblement. Les salaires représentent ainsi pour l'économie dans son ensemble un peu plus d'un tiers du coût total de la production. Cette part est la plus importante dans les services non marchands et la plus faible dans la production d'énergie. Dans l'industrie, le coût salarial cumulé représente 27 p.c. du coût total de la production. Pour ce qui est des différentes composantes des dépenses finales, la prise en considération des importations finales, d'une part, et de la TVA et des accises, d'autre part, réduit encore la part des salaires. Celle-ci représente à peu près un quart des coûts totaux relatifs à la consommation des ménages enregistrée dans l'IPCH. Cette part est la plus importante pour les services enregistrés dans l'IPCH et la plus faible pour les biens industriels non énergétiques et les produits énergétiques. Le prix à la consommation moyen consiste par ailleurs à hauteur de 17 p.c. environ en impôts indirects.

Bibliographie

Aucremanne L. et M. Druant (2004), « Fixation des prix dans les entreprises en Belgique : résultats d'une enquête réalisée par la Banque », *Revue Économique de la Banque nationale de Belgique*, 4^e trimestre 2004.

Avonds L., V. Deguel et A. Gilot (2003), *Quelques applications à l'aide du tableau entrées-sorties 1995*, Bureau fédéral du Plan, Working paper 18-03.

Avonds L. (2003), *Een poging tot vergelijking van de Input-Output tabellen van 1990 en 1995*, Federaal Planbureau, Working paper 19-03.

Avonds L. (2005), *Een vergelijkende analyse van de Input-Outputtabellen van 1995 en 2000*, Federaal Planbureau, Working paper 4-05.

Calmfors L. et J. Driffill (1988), « Bargaining structure, corporatism and macroeconomic performance », *Economic Policy*, n° 6, April 1988.

Calmfors, L. (1993), « Centralisation of wage bargaining and macroeconomic performance – A survey », *OECD Economic Studies*, N° 21, Winter 1993.

Institut des comptes nationaux (2003), *Tableaux entrées-sorties de la Belgique pour 1995*.

Institut des comptes nationaux (2004), *Tableaux entrées-sorties de la Belgique pour 2000*.

Institut des comptes nationaux (2005), *Comptes nationaux, Partie 3 Tableaux des ressources et des emplois 2000 et 2001*.

Annexe 1

CATÉGORIES DE BRANCHES D'ACTIVITÉ SUR LA BASE DE LA NOMENCLATURE NACE-BEL A60

Catégorie	Codes NACE	Branches d'activité
Agriculture	01-05	Agriculture, sylviculture, pêche
Énergie	10-12	Extraction énergétique
	23	Cokéfaction, raffinage et industries nucléaires
	40-41	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
Industrie	13-14	Extraction non énergétique
	15-37 (sauf 23)	Industrie manufacturière (hors raffinage)
Construction	45	Construction
Services marchands	50-74	Commerce, Horeca
		Transports et communications
		Activités financières
		Immobilier, location et services aux entreprises
Services non marchands	75-99	Administration publique
		Éducation
		Santé et action sociale
		Services collectifs, sociaux, personnels et domestiques
